

Numéro de consultation :

25-UG04-PA-13

Procédure de passation :

Procédure adaptée (articles L2123-1 et R2123-1)

Marché ordinaire

**Remplacement d'ascenseurs et entretien des installations
pour trois établissements de l'UGECAM BFC en région
Bourgogne-Franche-Comté**

**CCAP
Commun à l'ensemble des lots**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	Objet du marché – Dispositions générales	3
ARTICLE 2 -	Pièces constitutives du marché	6
ARTICLE 3 -	Clause de réexamen	7
ARTICLE 4 -	Prix et mode d'évaluation des ouvrages – variation dans le prix	8
ARTICLE 5 -	Retenue de garantie	10
ARTICLE 6 -	Avance – Garantie de paiement	11
ARTICLE 7 -	Règlement des comptes	12
ARTICLE 8 -	Délais d'exécution	15
ARTICLE 9 -	Pénalités et primes.....	16
ARTICLE 10 -	Préparation – Coordination et exécution des travaux	17
ARTICLE 11 -	Contrôle et réception des travaux	20
11.2.	Réception	20
11.4.	Documents fournis après exécution	21
11.5.	Délai de garantie	21
11.6.	Assurances.....	21
ARTICLE 12 -	Sécurité et protection des données	24
12.1.	Définitions applicables	24
12.2.	Instructions	25
12.3.	Désignation d'un Délégué à la Protection des Données	26
12.4.	Droits d'informations des personnes concernées	26
12.5.	Exercice des droits des personnes	26
12.6.	Données sensibles	27
12.7.	Notification des violations de données personnelles	27
12.8.	Mesures de sécurité	28
12.9.	Audits du titulaire	28
12.10.	Non-respect des clauses et résiliation	29
12.11.	Sort des données	29
ARTICLE 13 -	Règlement des différends et des litiges	30
ARTICLE 14 -	Dérogation au CCAG-TRavaux	30

ARTICLE 1 - Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet du marché - Emplacement des travaux

Le présent marché concerne le remplacement de plusieurs ascenseurs dans trois établissements de l'UGECAM BFC. Les établissements concernés sont les suivants :

- Le CRRF de Bourbon-Lancy, dans lequel deux ascenseurs doivent être remplacés,
- l'EAM/EANM de Charnay-Lès-Mâcon, dans lequel un ascenseur doit être remplacé,
- L'EHPAD de Belfontaine, dans lequel trois ascenseurs doivent être remplacés,

Le Titulaire du marché aura notamment la charge :

- De la dépose, de l'évacuation de l'ensemble des anciens matériels / équipements qui ne seront pas réutilisés (machinerie comprise), et de la gestion des déchets dans le respect de la réglementation,
- L'organisation, la sécurisation, le nettoyage du chantier,
- La fourniture et la pose de tous les matériels nécessaires au changement des ascenseurs, tels qu'attendu dans le marché et dans le respect de la réglementation et des règles de l'art,
- La fourniture de la documentation nécessaire à l'exploitation et l'entretien des installations,
- La réalisation de la maintenance préventive réglementaire.

1.2. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître d'ouvrage ou au titulaire du marché. En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

1.3. Identification du marché

1.3.1. – Procédure de passation

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

Elle est également établie en vertu du Code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

1.3.2. – Allotissement

Le présent marché est alloti comme suit :

Numéro du lot	Désignation du lot
Lot 1	Remplacement de deux ascenseurs et maintenance associée pour le Centre de Rééducation et rééducation fonctionnelles situé au 7 rue de la Roche 71140 Bourbon-lancy
Lot 2	Remplacement d'un ascenseur et maintenance associée pour l'EAM-EANM de Charnay-les-Macon situé au 2 rue du 8 mai 1945, 71850 Charnay-les-Macon
Lot 3	Lot 3 : Remplacement de trois ascenseurs et maintenance associée pour l'EHPAD de Belfontaine, situé au 3 rue George Bourgoin, 21121 Fontaine-les-Dijon

Chaque lot constitue un marché.

Les soumissionnaires peuvent candidater à un lot ou à l'ensemble des lots.

Le nombre de lots qui pourra être attribué à un même nombre de soumissionnaire n'est pas limité.

Le détail des prestations est présenté dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots ainsi que ses éventuelles.

Spécificité du lot 1 :

Les travaux réalisés dans le cadre du lot 1 seront exécutés ascenseur par ascenseur dans un établissement en fonctionnement. Le prestataire devra donc prendre en compte la présence des usagers et agents de l'établissement pour organiser les prestations. Cette prise en compte devra se retrouver dans son offre.

Les travaux du premier ascenseur seront déclenchés dès la notification du marché. Le choix de l'ascenseur sera réalisé d'un commun accord entre l'établissement et le Titulaire du marché.

Les travaux du second ascenseur débuteront après la réception du premier.

En tout état de cause le deuxième ascenseur devra être réceptionné au plus tard le 31/12/2026, délai de rigueur.

Spécificité du lot 2 :

Les travaux seront réalisés dans un établissement en fonctionnement. Le prestataire devra donc prendre en compte la présence des usagers et agents de l'établissement pour organiser les prestations.

L'ascenseur devra être réceptionné au plus tard le 31/12/2026.

Spécificités du lot 3 :

Les travaux seront réalisés ascenseurs par ascenseurs, dans un établissement en activité. Le prestataire devra donc prendre en compte la présence des usagers et agents de l'établissement pour organiser les prestations. Cette prise en compte devra se retrouver dans son offre.

Chaque ascenseur fera l'objet d'une réception partielle avant le commencement des travaux de l'ascenseur suivant. En tout état de cause le deuxième ascenseur devra être réceptionné au plus tard le 31/12/2026, délai de rigueur.

1.4. Durée du marché

Le marché prendra effet dès sa notification.

Les travaux attendus au présent marché devront être réalisés au plus tard le 31 décembre 2026. La notification du marché vaudra ordre de service pour le commencement des travaux pour chacun des lots. Le Titulaire devra prendre en compte la durée du marché souhaitée et prendra les mesures nécessaires pour s'y tenir notamment en débutant les travaux dans les plus brefs délais après la notification du marché.

Pour rappel, pour les lots 1 et 3, chaque ascenseur fera l'objet d'une réception partielle avant le commencement des travaux sur les ascenseurs suivants.

La durée du contrat de maintenance est établie pour la même durée que la garantie des équipements, soit pour une durée de 2 ans à compter de la réception définitive des installations.

Ainsi, la durée totale du marché comprend la période d'exécution des travaux ainsi que la période de garantie maximale de deux ans. Le marché prendra fin automatiquement à l'issue de cette période, sauf en cas de prorogation expresse par le maître d'ouvrage ou d'application des clauses relatives à la levée des garanties.

1.5. Lieu d'exécution

Les prestations seront exécutées dans les lieux suivants :

- Lot 1 : Remplacement de deux ascenseurs et maintenance associée pour le CRRF de Bourbon-Lancy, situé au 7 rue de la Roche, 71140 Bourbon-Lancy
- Lot 2 : Remplacement d'un ascenseur et maintenance associée pour l'EAM-EANM de Charnay-Lès-Mâcon, situé au 2 rue du 8 mai 1945, 71850, Charnay-Lès-Mâcon.
- Lot 3 : Remplacement de trois ascenseurs et maintenance associée pour l'EHPAD de Belfontaine, situé au 3 rue George Bourgoin, 21121 Fontaine-les-Dijon.

1.6. Sous-traitance

En complément des dispositions du code de la Commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur. Il fournira donc un DC4 complété et signé et l'ensemble des documents justificatifs.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

1.7. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté en complément de l'article 3.1 du CCAG Travaux.
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal.
- Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.
- Par le biais du profil acheteur ou l'adresse électronique du Titulaire mentionnée dans les pièces particulières du marché.

1.8. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 2 - Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre ci-après :

Pièces spécifiques :

1 - l'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

- La Décomposition du prix Global et Forfaitaire (DPGF) annexe 1 à l'AE,
- Le cadre de réponse technique, annexe 2 à l'AE, commun à l'ensemble des lots,

2 - le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun aux lots,

3 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chacun des lots et ses annexes techniques,

3 – L'offre du Titulaire ;

4 - les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

5 - Les éventuelles clauses de réexamen,

- 6 - les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire suivants ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché :
- 7 – la planning prévisionnel.

Pièces générales

- 1 – Le Code de la commande publique
- 2 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux.
- 3 - L'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général,
- 3 - le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. CCTP)
- 4 - les normes françaises en vigueur ou tout autres normes jugées équivalentes transposant les normes européennes,
- 5 – Les textes réglementaires applicables aux prestations objets du marché.

ARTICLE 3 - Clause de réexamen

Les parties se réservent la possibilité d'avoir recours à des clauses de réexamen en application des articles L2194-1 et L2194-2 et R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique aux fins suivantes.

- Réexaminer les conditions financières, d'exécution du marché, et de prolongation de délai, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues,
- Réexaminer le délai d'exécution si des événements extérieurs ou des retards dus à des causes non imputables au titulaire perturbent l'exécution du marché, les parties pourront convenir d'un ajustement du calendrier.
- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution. Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :
 - * cessation d'activité,
 - * cession de contrat,
 - * décès,
 - * défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.
- Evolution de la réglementation :

Le présent article s'applique, en complément des articles 5.2.2, 6.2, 7.2 et 9.1.1 du CCAG Travaux, en cas d'évolution, en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Le titulaire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) **qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 1/16^e du montant du marché**, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

En ce cas, le maître d'ouvrage **prendra en charge à hauteur de 90%** les dépenses supplémentaires et indemnités dûment justifiées par le titulaire.

Ces adaptations seront négociées entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur et donneront lieu, après accord des parties, à la signature d'un avenant.

ARTICLE 4 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages – variation dans le prix

4.1. Forme des prix

Les prix du marché sont exprimés en euros **hors Taxes et tous frais compris**.

Le prix des travaux est global et forfaitaire révisable sur la durée d'exécution du marché.

Le prix de la maintenance est global et forfaitaire et révisable.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses, travaux, services et fournitures accessoires, résultant de l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation parfaite du ou des ouvrages, y incluant notamment les sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de lieu et de temps où s'exécutent les travaux considérés. Notamment, ils prennent en compte tous les frais généraux, impôts et taxes, toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le maître d'ouvrage dans le dossier de consultation. Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG.

4.2. Actualisation des prix

Dans le cas où un délai supérieur à trois mois s'écoulerait entre la date d'établissement des prix figurant dans le marché et la date d'effet de l'acte portant commencement de l'exécution des prestations (l'ordre de service), les prix seront actualisés, en application des articles R2112-11 et R2112-13 du Code de la commande publique et relatif aux règles selon lesquelles les marchés publics peuvent tenir compte des variations des conditions économiques.

Pour actualiser ses prix, le Titulaire se référera aux indices suivants :

- I : l'indice INSEE Identifiant **001710980 Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010**

et appliquera les formules suivante :

$$P = P^0 [0,15 + 0,85 \times (\frac{I_m}{I_o})]$$

Où :

P = prix actualisé,

P° = Prix initial du marché

IM = l'indice INSEE **Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010** - Identifiant **valeur de l'indice du mois de transmission de l'acte portant commencement de l'exécution des prestations,**

IO = l'indice INSEE - **Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010** - Identifiant **001710980, valeur du mois de remise des offres du marché.**

4.3. Révision des prix

4.3.1. Prix des travaux

Le prix des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de novembre 2025, mois de remise des offres.

Les prix sont fermes pour la première période de 6 mois. Les prix seront par la suite révisés chaque trimestre.

Le prix des travaux est révisé selon la formule suivante :

$$P = P^{\circ} [0,15 + 0,85 \times \left(\frac{I_m}{I_o} \right)]$$

Où

P = prix révisé

P° = prix initiaux, tels qu'ils ont été définis au mois M0, mois de remise de l'offre

I = l'indice INSEE Identifiant 001710980 Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010 valeur de l'indice du mois de révision des prix,

I° = l'indice INSEE Identifiant 001710980 Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010, valeur de l'indice du mois M0, mois de remise des offres

Les coefficients de révision seront arrondis au 3^{ème} chiffre derrière la virgule après application des indices de révision.

Actualisation ou révision provisoire : Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index et/ou indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index et/ou indice correspondant.

4.3.2. Prix de la maintenance

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de novembre 2025, mois de remise des offres.

Les prix sont fermes pour la première année. Après la réalisation d'une année complète de maintenance, les prix seront par la suite révisés chaque année, à date d'anniversaire du commencement des prestations de maintenance.

Le prix de la maintenance est révisé selon la formule suivante :

$$P = P^{\circ} [0,15 + 0,85 \times \left(\frac{I_m}{I_o} \right)]$$

Où

P = prix révisé

P° = prix initiaux, tels qu'ils ont été définis au mois M0, mois de remise de l'offre

I = l'indice INSEE Identifiant 001710980 Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010 valeur de l'indice du mois de révision des prix,

I° = l'indice INSEE Identifiant 001710980 Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010, valeur de l'indice du mois M0, mois de remise des offres

Les coefficients de révision seront arrondis au 3^{ème} chiffre derrière la virgule après application des indices de révision.

Actualisation ou révision provisoire : Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index et/ou indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index et/ou indice correspondant.

4.4. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 - Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande.

Le maître d'ouvrage accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

5.1. Remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande

Le titulaire peut fournir une garantie à première demande remplaçant l'application de la retenue de garantie.

Il est également autorisé à fournir une caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont alors reversés au titulaire.

Les dispositions ci-dessus visant la garantie à première demande s'appliqueront de la même façon en cas de caution personnelle et solidaire.

5.2. Restitution de la retenue de garantie et libération de la caution ou de la garantie à première demande

La retenue de garantie sera restituée ou la garantie, ou le cas échéant la caution, libérée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ou caution ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

ARTICLE 6 - Avance – Garantie de paiement

Conformément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique, le Titulaire aura droit à une avance si le montant du marché initial, ou de la tranche en cas de marché à tranches, est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux mois.

Dans le cas d'un marché à tranches, chaque tranche sera considérée comme un marché distinct pour la mise en œuvre de l'avance. Toutes les modalités définies ci-dessous relative au marché s'appliquent alors à chacune des tranches affermies.

Montant de l'avance :

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles R.2191-6 à 10 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux de l'avance est fixé à 5%.

Les taux fixés ci-dessus sont des maximums, le titulaire peut solliciter le versement d'une avance inférieure dans les mêmes conditions de garantie que prévues ci-dessous.

Conditions de garanties pour le versement de l'avance :

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le maître d'ouvrage accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Si le titulaire du marché est une personne publique, il n'est pas soumis à cette obligation de fournir une garantie.

Modalités de règlement de l'avance :

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie si celle-ci est exigée. La remise de la garantie à première demande ou de la caution doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution n'est pas constituée dans les conditions ci-avant, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité d'obtenir cette avance.

Modalités de résorption de l'avance :

Le **remboursement de l'avance** commence lorsque le montant des prestations exécutées par le groupement **atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial**, toutes taxes comprises, du marché. La formule suivante sera appliquée $\text{Montant de la résorption} = \text{Montant de l'avance} \times (\% \text{ avancement des prestations} - 65) / 15$.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au groupement à titre d'acompte ou de solde.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitants).

ARTICLE 7 - Règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour les marchés à prix unitaire. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, les acomptes n'intègrent pas de part correspondant aux approvisionnements.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

7.1. Présentation des factures au format dématérialisé

Toutes les demandes de paiement relatives aux sommes dues au titulaire en exécution du présent marché devront être transmises par voie électronique via le portail Chorus Pro, après la réalisation des prestations chaque mois.

Dans ce cadre, les informations nécessaires sont les suivantes :

- N°SIRET de l'organisme bénéficiaire : 424 163 764 00220,
- N° d'engagement juridique : numéro de commande le cas échéant, transmis en début d'exécution du marché,
- Code service : information à la demande de l'organisme,
- L'objet de la prestation (Type de prestations, la période concernée, devis)
- La quantité livrée et les prix unitaires pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande,

Outre les mentions légales obligatoires, les factures indiquent obligatoirement les références du présent marché.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services du maître d'ouvrage.

Pour ce faire, les factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

Le numéro de SIRET, qui identifiera le maître d'ouvrage en tant que destinataire de la facture.

Outre les mentions légales obligatoires, les factures indiquent obligatoirement les références du présent marché.

7.2. Demandes de paiement

7.2.1. Demande de paiement d'acomptes

Les acomptes mensuels seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG travaux, l'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître d'ouvrage, au plus tard lors du règlement de l'acompte / ou dans un délai de 15 jours, si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

7.2.2. Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- * date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG,
- * date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et 11.4 du présent CCAP,
- * date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies à l'article 7.5 ci-dessous.

Dans le cas d'un marché à tranches, lorsque des tranches n'ont pas été affermies, selon les dispositions retenues à l'article 3.1 de l'acte d'engagement. Les dispositions de l'article 12.3 du CCAG Travaux s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, par dérogation aux articles 12.3 et 42 du CCAG, il sera appliqué les dispositions suivantes : l'entrepreneur devra présenter son projet de décompte final dans les 30 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie. (Engazonnements ou végétaux).

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux :

- * Le maître d'ouvrage disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- * Lorsque le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du CCAG et qu'en l'absence de notification du décompte général par le maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Dans le cas d'une réception avec réserves ou lorsque le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire, à la date du signature du décompte général, conformément aux dispositions de l'article 12.4.2 du CCAG, si lors de son établissement, des réserves à la

réception n'ont pas encore été levées par le titulaire, le projet de décompte général est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation en cours.

7.3. Paiements des cotraitants et/ou des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement. Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par le maître d'ouvrage sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification au maître d'ouvrage par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le maître d'ouvrage procèdera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

7.4. Délais de paiement et intérêts moratoires

Les délais de paiement sont les suivants :

Conformément aux articles L2192-10 et R2192-10, le délai global pour procéder au paiement des factures est fixé à 30 jours à dater du jour de réception de la demande de paiement par les services ordonnateurs de chaque établissement, et après service fait. Les modalités de paiement sont celles décrites dans le décret n°2013-269 du 21 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Afin de ne pas retarder le délai contractuel de paiement, le Titulaire fournira, au plus tard avec sa demande de paiement, **un RIB ou un RIP**.

Il est souhaité un rythme mensuel de facturation.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicable en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times (J/365) \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 - Délais d'exécution

8.1. Prolongation des délais d'exécution

8.1.1. Intempéries

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'œuvre) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels. Par dérogation au troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG.

8.1.2. Ajournement

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 53.1 du CCAG Travaux, il est précisé que la décision d'ajournement doit être prise expressément par le seul maître d'ouvrage.

Ne peuvent par ailleurs pas être qualifiés d'ajournement :

- Les arrêts prononcés par la maîtrise d'ouvrage suite à une demande en ce sens des entreprises qui visent juste à « prendre acte » de cette demande.
- La période d'arrêt antérieure à la date de la décision d'ajournement.
- Le cas de suspension visé à l'article 53.3 du CCAG Travaux.

Au titre de l'indemnité d'ajournement, ne pourront être prises en compte que les dépenses suivantes, dûment justifiées et n'ayant pas fait l'objet d'une prise en charge même partielle par l'Etat :

- De coûts liés aux mesures conservatoires nécessaires pour protéger les travaux exécutés, ainsi que des frais de garde du chantier (palissade, gardiennage...).
- De coûts liés aux matériaux et consommables qui ont été approvisionnés sur le chantier, et qui ne sont pas réutilisables sur le chantier (stockage, transport sur un autre chantier, perte, revente avec perte...).
- De coûts liés aux personnels et aux matériels immobilisés sur le chantier, dans la limite de la possibilité de les réaffecter ailleurs.
- Si le marché ne prévoit pas de clause de révision de prix, de coûts liés aux variations économiques durant l'interruption, justifiant l'actualisation du ou des prix.
- De frais financiers supplémentaires (frais de découvert bancaire, extension des frais de caution et d'assurance...).
- De la non-couverture des frais généraux.
- En cas de résiliation du marché uniquement : du manque à gagner (bénéfice que l'entreprise était en droit d'attendre si le marché avait été entièrement exécuté).

8.1.3. Force majeure

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard).

Conformément à l'article 17 du CCAG Travaux, l'indemnisation du titulaire sera donc limitée aux seules pertes matérielles directement provoquées par le cas de force majeure.

Est ainsi notamment exclue la prise en charge de :

- Frais de garde
- Manque à gagner,
- Pertes engendrées par les immobilisations de matériel et de personnel provoquées par la désorganisation du chantier.

ARTICLE 9 - Pénalités et primes

L'UGECAM BFC contrôlera les engagements du prestataire et appliquera, en cas de non-respect, les pénalités décrites ci-dessous. Afin de permettre au Titulaire de s'adapter aux objectifs définis dans le marché, il ne sera pas appliqué de pénalités lors des deux premiers mois du démarrage du marché.

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné, par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

9.1. Pénalités de retard journalières

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, en cas de constat d'un retard dans l'exécution des prestations, une pénalité de **250 € par jour calendaire de retard** sera appliquée à compter du lendemain de la date prévue. Cette pénalité est applicable jusqu'à la date effective d'achèvement des travaux.

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d'exécution. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

9.2. Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En complément de l'article 19 du CCAG, en cas d'absence aux réunions de chantier, une pénalité de 150€ sera appliquée pour chaque absence constatée.

9.3. Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article 11.6 ci-dessous, une pénalité de retard égale à 100 euros par jour de retard sera appliquée.

9.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, une pénalité de 150 euros sera appliquée par jour de retard. Au-delà d'un délai de 10 jours, l'opération de repliement des installations de chantier pourront être réalisées par le prestataire choisi par le Pouvoir Adjudicateur et aux frais du Titulaire.

9.5. Pénalité pour non remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution, une pénalité de retard de 150 euros sera appliquée par jour de retard.

9.6. Pénalité pour manquement relatif aux dispositions sur les déchets

En cas d'absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG, le titulaire se verra appliquer, après mis en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à 150 €

9.7. Pénalité pour dépôt de matériel en dehors des zones prescrites

En cas de constat de l'utilisation d'une zone de l'établissement non prescrite par le Pouvoir Adjudicateur, notamment pour le stockage de matériels, déchets, une pénalité forfaitaire de 100€ sera appliquée par jour franc.

ARTICLE 10 - Préparation – Coordination et exécution des travaux

10.1. Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution sera transmis par le Titulaire avant commencement des travaux et sera établi par un commun accord.

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article 7.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service transmis par le Maître d'ouvrage.

10.2. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation de 4 semaines par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre, et une copie en est adressée au maître d'ouvrage, dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation ou, en l'absence d'une telle période, dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux. Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'attente du visa après notification du programme au maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

À l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

10.3. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les études éventuelles sont réalisées par le Titulaire.

Ces études seront soumises au maître d'œuvre et au contrôleur technique, s'il y a lieu, pour visa préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG.

Ces documents seront fournis en trois exemplaires-dont un sur support en permettant la reproduction.

Ils seront remis également sur support informatique via Bluefiles et par consignation dans les compte-rendus de chantier ou de réunion.

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels suivants : DWG et ou PDF.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

10.4. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

10.5. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

Comme indiqué dans le CCTP, les établissements destinataires des travaux ne disposent pas d'espaces de stockages qui seraient mis à disposition du Titulaire. Ce dernier devra donc prévoir dans son offre la mise en place d'une zone de stockage pour la durée des travaux à l'extérieur du bâtiment. Il précisera dans son offre ses besoins vis-à-vis de l'installation de ces zones. Elles seront par la suite définies d'un commun accord avec chaque établissement.

Les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout être utilisés comme salle de repas notamment, seront définis lors de la réunion de préparation de chantier.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L 4211-1 et 2, L 4531-1 à 3, L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu par le maître d'œuvre un registre de chantier.0

10.6. Dispositions en matière de protection de l'environnement

Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Dispositions particulières

Conformément à l'article 20.2 du CCAG, le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des dispositions définies au CCTP.

10.7. Dommages divers causés par l'entreprise dans le déroulé des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 11 - Contrôle et réception des travaux

Pour rappel, la réception des ouvrages se fera ascenseurs par ascenseurs.

11.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus dans le CCTP de chacun des lots.

Pour les lots 1 et 3, les essais et contrôles se feront ascenseur par ascenseur.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG et de l'article 8.3 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

Les premiers essais seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

11.2. Réception

L'attention du candidat est attirée sur le fait que dans le cadre du lot 1 et du lot 3, en application de l'article 42 du CCAG travaux, chaque ascenseur fera l'objet d'une réception partielle avant le commencement du suivant.

Par dérogation expresse à l'article 42.3 du CCAG Travaux, les réceptions partielles éventuellement prononcées ascenseur par ascenseur n'ont qu'un caractère fonctionnel.

Elles ont pour seul effet d'autoriser la mise en service de l'équipement concerné, sans déclencher le point de départ des garanties légales prévues par le CCAG Travaux.

Le point de départ des garanties de parfait achèvement, de bon fonctionnement et des autres garanties légales est fixé à la date de la réception définitive de l'ensemble des ascenseurs objet du présent marché.

Pendant la période comprise entre la réception partielle fonctionnelle et la réception définitive, le titulaire reste responsable du bon fonctionnement des installations mises en service et doit procéder, à ses frais, à toutes interventions nécessaires en cas de défaillance non imputable à une mauvaise utilisation.

Pour l'ensemble des lots, la réception définitive sera réalisée en application du CCAG Travaux et après l'achèvement complet des travaux. Elle sera effective lorsque le procès-verbal sera sans réserve et signé de toutes les parties.

Dispositions particulières

Sauf disposition figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

11.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il n'est pas prévu de mise à disposition d'ouvrage.

11.4. Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne, éventuellement précisés par le CCTP.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- * les schéma et plans d'ensemble et de détails,
- * les fiches techniques des matériels,
- * les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- * les constats d'évacuation des déchets,
- * le cas échéant les PV des essais.
- * Certificats des garanties décennales,
- * Attestation de conformité,
- * Rapport de contrôle technique initial,
- * Déclaration d'achèvement et de conformité des travaux,

Conformément à l'article 40.1 du CCAG, l'ensemble des documents sera remis sous format numérique selon le format et les caractéristiques suivantes :

Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au format .pdf.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis au format .pdf et .dwg.

Ces documents seront fournis en trois exemplaires, dont un reproductible, via un outil de dépôt : Bluefiles. L'outil est disponible via le lien suivant : <https://bluefiles.com/fr>. La création d'un compte et l'utilisation de la solution sont gratuites.

Une version papier des documents sera également fournie.

11.5. Délai de garantie

Le délai de garantie des matériels est d'une durée de deux ans à compter de la réception des ascenseurs.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

11.6. Assurances

11.6.1. Assurance de responsabilité civile en cours et après travaux

Le Titulaire devra justifier qu'il a :

- Souscrit à une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux.
- Souscrit à une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise,

La justification sera réalisée par la transmission d'une attestation délivrée par la compagnie d'assurance, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage. Dans le cas où le Titulaire pressenti ne transmet pas les éléments demandés dans les délais, le Pouvoir Adjudicateur pourra l'écarter de la procédure.**

11.6.2. Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement sera tenu également de s'assurer pour :

- * la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil,
- * la garantie des dommages aux existants en cas de travaux de réhabilitation,
- * la garantie des dommages immatériels consécutifs aux dommages de nature décennale ou aux garanties visées ci-dessus.

Lorsqu'il s'agit de travaux non soumis à l'obligation d'assurance décennale, le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit, par dérogation à l'article 8 du CCAG Travaux, justifier, au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra a minima mentionner :

- * les activités garanties,
- * la nature exacte des garanties accordées,
- * le montant de la garantie décennale accordée,
- * la limite du coût de construction maximum garanti,
- * la période de validité des garanties,
- * le mode de gestion de la garantie décennale (par répartition ou par capitalisation)

Assurance des travaux

11.6.3. Assurance Tous Risques Chantier :

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier.

11.6.4. Assurance Dommages - Ouvrage

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

Si le maître d'ouvrage souscrit une police dommages - ouvrage, le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement lui fournira les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur.

11.6.5. Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas les attestations d'assurance demandées, le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire pour le compte du titulaire les garanties non souscrites et lui refacturera les primes correspondantes.

11.6.6. Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées au 11.7 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire ou par les cotraitants en cas de groupement et s'il y a lieu leurs sous-traitants découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement renonce à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire, et s'il y a lieu des cotraitants en cas de groupement, est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

11.6.7. sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

11.6.8. Information du Pouvoir Adjudicateur

Le titulaire devra prévenir le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications et ses polices d'assurances. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché sur décision du Maître d'Ouvrage, sans indemnité pour le titulaire.

11.7. Contrôle technique

Une convention de contrôle technique entre le maître d'ouvrage et le contrôleur technique est passée.

Missions: L + LE + PS + SEI + HAND + ATHAND

L'entrepreneur devra communiquer au contrôleur technique tous les documents et éléments nécessaires à ce dernier pour qu'il puisse exécuter sa mission.

Si l'entrepreneur est chargé des plans d'exécution des ouvrages, il devra procéder à leur établissement et obtenir les visas du contrôleur technique et du maître d'œuvre, avant tout commencement d'exécution.

Le paiement des honoraires de contrôle technique sera effectué directement par le maître d'ouvrage sans aucune retenue à l'entrepreneur.

11.8. Résiliation

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG sont applicables au présent marché (à l'exception de l'article 52.7.3) auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes :

Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes :

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 11.7.1 peut s'opérer sans mise en demeure préalable.

En complément à l'article 50.3 du CCAG travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, et **après mise en demeure** restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et **par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié **sans mise en demeure** à leur frais et risques.

ARTICLE 12 - Sécurité et protection des données

12.1. Définitions applicables

Marché : on entend par Marché le présent document et ses annexes, notamment le CCTP.

Données Personnelles : désigne les données qui, au sens du RGPD, correspondent à toute information ou ensemble d'informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable.

Responsable du traitement : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.

Sous-traitant : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données personnelles au nom et pour le compte du responsable du traitement.

Traitement de données personnelles : désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données personnelles, telles que notamment une collecte, une utilisation, ou encore suppression de données.

Violation de données personnelles : tout événement portant sur une violation de la sécurité organisationnelle ou technique, entraînant, de manière accidentelle ou encore illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données personnelles transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

12.2. Instructions

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données personnelles nécessaires à la réalisation du Marché.

Le fournisseur Titulaire du Marché est considéré comme sous-traitant de l'UGECAM BFC pour les traitements de données personnelles nécessaires à l'exécution du présent Marché. Le fournisseur Titulaire demeure responsable de traitement pour l'ensemble des traitements de données personnelles mis en œuvre par lui, et pour lesquels aucune instruction documentée de l'UGECAM BFC ne lui saurait communiquée.

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, le Titulaire s'engage notamment au respect des obligations suivantes :

- Traiter les données uniquement pour les finalités de la prestation (conformément à la description des fonctionnalités exigées dans le CCTP) qui font l'objet du Marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'UGECAM BFC, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'UGECAM BFC. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'UGECAM BFC de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs impérieux d'intérêt public ;
- Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et par défaut de protection des données ;
- Demander l'autorisation préalable à l'UGECAM BFC pour faire appel à un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques nécessaires au présent Marché. Dans un tel cas, il doit informer préalablement et par écrit l'UGECAM BFC de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de

sous-traitance. L'UGECAM BFC dispose d'un délai minimum de 15 jours, à compter de la date de réception de ces informations, pour présenter ses objections.

- S'engage à tenir un registre des traitements pour tout traitement de données personnelles effectué dans le cadre du présent Marché ;
- Fournir assistance et collaboration pour la mise en place, le cas échéant, de tout traitement de données personnelles nécessaire pour l'exécution du présent Marché ainsi que pour l'ensemble des documentations et autres éléments permettant le respect des dispositions relatives à la protection des données, y compris assistance dans la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données et, le cas échéant, la réalisation de la consultation préalable ou tout autre contrôle de l'autorité de contrôle compétente ;
- Collaborer et fournir assistance à l'UGECAM BFC pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ainsi que pour la réalisation, le cas échéant, des consultations préalables de l'autorité de contrôle ;
- Informer sans délai l'UGECAM BFC en cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le Titulaire.

12.3. Désignation d'un Délégué à la Protection des Données

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'UGECAM BFC le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du Règlement Européen.

12.4. Droits d'informations des personnes concernées

Le Titulaire, au plus tard au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'UGECAM BFC avant la collecte de données. Cette information ne sera pas due en cas de connaissance préalable et suffisante en accord avec les règles de protection des données personnelles des personnes concernées des traitements de données personnelles visés par le présent Marché.

12.5. Exercice des droits des personnes

Le Titulaire doit aider l'UGECAM BFC à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage) ainsi que le droit de disposer de ses données après la mort.

En cas de demande directe exercée auprès du Titulaire par une personne concernée par un traitement de données personnelles ayant pour finalité la réalisation des prestations (conformément à la description des fonctionnalités exigées dans le CCTP) qui font l'objet du contrat, le Titulaire s'engage à recueillir les instructions documentées de l'UGECAM BFC afin de satisfaire cette demande dans les délais légaux. Dans tous les cas, le Titulaire informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait expressément autorisé et seulement sur instruction documentée.

12.6. Données sensibles

Si le traitement porte sur des données personnelles révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires, qu'il documentera et justifiera auprès de l'UGECAM BFC, en particulier s'agissant de données de santé.

Le Titulaire se conformera à toute instruction donnée par l'UGECAM BFC quant au traitement de ce type de données.

12.7. Notification des violations de données personnelles

Le Titulaire notifie à l'UGECAM BFC toute violation de données personnelles dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'UGECAM BFC, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La documentation utile ci-avant visée contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données personnelles y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données personnelles ;
- La description des mesures prises ou que l'UGECAM BFC propose de prendre pour remédier à la violation de données personnelles, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Tout retard dans la fourniture des éléments ci-avant décrits, et pour tout élément supplémentaire demandé par l'UGECAM BFC, devra être dûment justifié par le Titulaire, dans les conditions édictées par la réglementation relative à la protection des données personnelles.

Seulement après accord écrit de l'UGECAM BFC, le Titulaire pourra notifier à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'UGECAM BFC, les violations de données personnelles dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Seulement après accord écrit de l'UGECAM BFC, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'UGECAM BFC, la violation de données personnelles à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés de la personne physique concernée.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données personnelles et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données personnelles y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues
- La description des conséquences probables de la violation de données personnelles ;
- La description des mesures prises ou que l'UGECAM BFC propose de prendre pour remédier à la violation de données personnelles, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

12.8. Mesures de sécurité

Dans le cadre de ses attributions, et compte tenu du contexte réglementaire et légal applicable, le Titulaire fait partie prenante de la sécurité informatique de l'UGECAM BFC.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté aux risques, notamment les règles de sécurité élémentaires telles que communiquées par les autorités ou autres agences gouvernementales compétentes, y compris, entre autres :

- La mise en place de mesures contractuelles garantissant la confidentialité et la sécurité des données traitées dans le cadre du présent Marché ;
- La pseudonymisation et le chiffrement des données personnelles ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données personnelles et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement,
- Toute mesure de sécurité physique, technique et organisationnelle, notamment : la gestion et la traçabilité des accès physiques des personnes sur les sites du Titulaire ou de l'UGECAM BFC, la mise en œuvre de moyens et dispositifs de protection physique des biens et des personnes, etc.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité de l'UGECAM BFC présentes et à venir, et celles définies par lui-même en interne et à tenir à disposition de l'UGECAM BFC toute preuve ou documentation appuyant la mise en place de telles mesures. En particulier, le Titulaire s'engage à informer l'UGECAM BFC de toute anomalie qu'il détectera ayant pour effet une altération, destruction, ou indisponibilité des données qu'il pourra traiter pour son compte ou pour le compte de l'UGECAM BFC.

En cas de données sensibles, le Titulaire s'engage à respecter toute instruction relative à la sécurité informatique de l'UGECAM BFC, en particulier les mesures de sécurité techniques et organisationnelles en place pour la protection de ces données.

12.9. Audits du titulaire

Dans le cadre des activités de traitements faisant partie du présent Marché, le Titulaire tient à la disposition de l'UGECAM BFC toute documentation relative à la sécurité des systèmes d'informations ainsi que tout élément permettant de démontrer, appuyer ou contrôler le respect des dispositions en vigueur, en particulier celles relatives à la protection des données personnelles et à la sécurité des systèmes d'informations. Le Titulaire mettra à disposition toute information nécessaire, et apportera toute son assistance, sa collaboration et sa contribution pour la réalisation d'audits, inspections ou demandes de documentations auprès de l'UGECAM BFC ou tout autre auditeur qu'il aura mandaté.

L'UGECAM BFC procédera à la communication des modalités de ces audits, inspections ou demandes de documentation auprès du Titulaire, qui s'engage à les respecter. Le cas échéant, l'UGECAM BFC communiquera les résultats d'audit par la rédaction d'un rapport et présentant les anomalies ou recommandations à faire suivre d'actions correctives et suivies par le Titulaire.

Tout audit, inspection ou demande de documentation pourra se réaliser :

- à distance, notamment sur demande écrite de l'UGECAM BFC, par mail, courrier ou tout autre moyen de communication qu'elle jugera adéquat ;
- sur site, dans les locaux du Titulaire, tels qu'identifiés par la comparution des parties du présent Marché ;
- sur instruction documentée de l'UGECAM BFC, par mail, courrier, ou tout autre moyen de communication qu'elle jugera adéquat.

12.10. Non-respect des clauses et résiliation

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu du présent Marché, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données personnelles jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe dans les meilleurs délais, qui ne sauraient excéder 72h le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données personnelles conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données personnelles par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, de manière constatée notamment par un audit ou des demandes de documentations non satisfaites en application du présent Marché ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

12.11. Sort des données

Le Titulaire s'engage à ne conserver les données, y compris les données personnelles, au-delà de la durée de conservation, soit fixée par l'UGECAM BFC, soit par les réglementations en vigueur, et, dans tous les cas, pour une durée qui ne saurait excéder la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été traitées dans le cadre du présent Marché.

Au terme du contrat, le Titulaire perd sa qualité de sous-traitant pour l'ensemble des traitements de données personnelles nécessaires à la réalisation du présent Marché.

À la suite de la résiliation du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données personnelles traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données personnelles, dans un format ouvert et interopérable tels que défini par l'état de l'art, au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. A défaut de choix du responsable de traitement, le Titulaire procédera à la suppression de toutes les données personnelles dans les conditions décrites dans le présent Marché. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

Le Titulaire doit justifier par écrit les destructions de données.

ARTICLE 13 - Règlement des différends et des litiges

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige :

Les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge judiciaire.

L'adresse de l'autorité compétente est la suivante :

Tribunal judiciaire de Nancy
Rue du Général FABVIER
54035 NANCY
tj-nancy@justice.fr / 03 83 90 85 00

ARTICLE 14 - Dérogation au CCAG-TRavaux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
57.7.3	3
14.4.3	4.3.2
10.4	7
12.2.2,	7.2.1
12.3.2, 12.3	7.2.2

42	7.2.2
12.4.4	7.2.2
18.2.3	8.1
19 et s	9
19.3	9.3
28.1	10.2
28.2.2	10.2
28.5	10.5
42.2, 42.3	11.2
8	9.2
8	11.7.2
50.4	11.9
52.1	11.9